

Tribune socialiste

ts



HEBDOMADAIRE DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE 3 F 50
Supplément au
n° 649 du 15 au 22 mars 1975

deux millions de chômeurs en 1975 ?



et si un jour ça se passait ainsi...



social

Occupier, bloquer les transferts de machines, populariser la lutte par des ventes sauvages ou par des actions spectaculaires hors de l'usine, telles sont les formes de lutte développées depuis six mois contre les licenciements collectifs, les fermetures d'usine ou les réductions d'effectifs et d'activité.

● **Everwear** (Saint-Quentin) : occupation par 200 ouvrières d'une usine fabriquant des couvre-lits lavables, appartenant

un emploi pour tous :

— aux **Tanneries d'Annonay** : occupées depuis le 12 juillet ;

— **Radiac** (électronique) à **Briare** : 50 salariés qui occupent depuis le 12 octobre ;

— **Big Chief** (La Roche sur Yon) où la lutte reprend 10 jours après l'arrivée d'un nouveau patron ;

— **Ets Beauvais** (confection) à **Bordeaux** : 250 personnes occupent depuis le 8 janvier ;

— **Mapa-Fit** (liée à Hutchinson cette usine fabrique des chaussures de caoutchouc), à **Chalabres** dans l'Aude : 300 salariés occupent depuis le 8 janvier ;

— après trois semaines de grève en février — obtenu des garanties d'emploi et empêché le 3 mars que le patronat ne déménage du travail non terminé (des citernes) vers une autre usine. Chez **Helier**, une cartonnerie dans le Jura, les licenciements ont été annulés après six jours d'occupation.

C'est donc un courant très vaste de riposte aux licenciements qui se développe actuellement. Trop souvent certaines luttes restent cloisonnées, mais une solidarité régionale commence à se faire jour grâce à une meilleure circulation de l'information, grâce à l'aide de paysans-travailleurs et la prise en

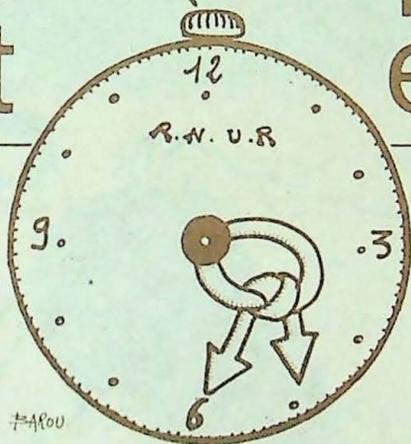
La Fatalité... connais chent un emploi. Giscard « Ce n'est pas ma faute l'étranger c'est la même lancer l'économie », à ston

Giscard et le patronat organiser l'économie, pour et de lui imposer des sacrifi

Les patrons essayent traitant chacun de façon dans de nombreuses entre l'offensive, occupent, mèn l'unité. Les revendications leurs veulent imposer pass de travail sans perte de res ces ; la retraite à 60 ans ; le temps de travail.

la résistance aux licenciements dans les entreprises :

Quand Lip fait école...



au groupe **Ventona**. En lutte depuis le 10 février 1975, elles produisent à leur compte des nappes et des couvre-lits. Lip a fait école.

● **Wernert** (à Bauménil dans les Vosges) : du 7 janvier au 12 février, 15 ouvrières ont fabriqué et vendu des tabliers. Le patron a été obligé de reporter sa décision de fermer l'atelier.

● **Buda** (Toulon) : depuis le 31 juillet, 50 ouvrières — malgré des intimidations, des commandos venus enlever les machines — tiennent bon.

● **Manuest** (Vosges) : dans la petite ville de Chatenoy, après des mois de lutte, de production sauvage de meubles (avec un stand à l'entrée du salon), les travailleurs ont créé une coopérative ouvrière. Mais ils restent vigilants face aux structures gestionnaires mises en place.

Mais ce ne sont que quatre exemples. Des « mini-Lip » ont existé parmi les **mécaniciens de Lorient**, les **filles de Cerisay**, aux **salaisons de Péderneq**, chez **Piron à Bretonnelles**, chez **Isotube à Marquettes**, chez **Gringoire à Mantes**, chez **Darboy à Montreuil**. Là où il est difficile d'organiser une production et une vente sauvage, les actions d'occupations et de popularisation sont nombreuses.

les occupations

On peut signaler des occupations qui tiennent bon :

— **Griffet** (fabrique de grues), 400 salariés : occupée depuis le 10 janvier. Les travailleurs vont aux meetings avec des grues dans les rues de Marseille pour faire connaître leur lutte.

Mais il faut ajouter **Valstar** à Arcueil, **Perier** à Cholet (532 licenciements annoncés), l'ensemble des usines de bois déroulé **Océan** (filiale de Pont à Mousson), l'imprimerie **Chaufour** à Vitry, **Grandin** à Montreuil, **Amisol** à Clermont-Ferrand, **Vertout-Ferodo**. La liste serait longue...

Les occupations, souvent menées par des femmes, s'accompagnent maintenant de contacts entre différents travailleurs d'une même région en lutte (par exemple ceux de **Bergès** et **Badin** à Toulouse, de la **SEMM**, **Big-Chief** et **Périer** sur Nantes et Saint-Nazaire).

Dans de nombreux cas, des luttes ont fait reculer le patronat : chez **Schlumberger** où Riboud a dû s'expliquer devant des centaines de grévistes, les licenciements ont été suspendus ; à la **STEFI** (Terrenoire, près de Saint-Etienne) les travailleurs ont

compte que le chômage touche toute une région.

Il faut souligner que si la mobilisation est forte dans les usines, elle l'est beaucoup moins pour ceux qui restent sur le pavé. Le chômeur reste trop souvent isolé. Dans quelques cas cependant les licenciés d'une même usine ont continué à se réunir et commentent à agir dans les ANPE. Face au morcellement, une action unitaire de toutes les forces politiques et syndicales est nécessaire.

Sur le front du chômage partiel, la riposte s'organise également. **Renault** en est l'exemple le plus frappant. Mais à **Usinor** (Dunkerque et Denain), chez **Jaeger**, aux cycles **Peugeot**, à **Beaulieu**, aux **fonderies de Mousserolles** (près de Bayonne), chez **Rhône-Poulenc-textile**, chez **Berliet** les grèves se multiplient. Elles remettent en cause les projets de chômage partiel, posent comme exigences le maintien intégral du salaire, la réduction du temps de travail, la cinquième semaine de congés payés, la fin du travail posté et la baisse des cadences.

C'est toute une conception de la productivité qui est ainsi remise en cause. A l'heure où le grand patronat parle de relance économique, ces conflits dont certains d'ampleur nationale (à Rhône-Poulenc-textile notamment) prouvent que la lutte ouvrière n'a pas besoin des crédits et des autorisations de Fourcade...

Yves SPARFEL ■

Depuis 1968 le nombre de femmes demandeuses d'emploi n'a cessé de croître. Avec la crise, cette forte demande d'activité des femmes s'accompagne d'une montée du chômage féminin : en 1974, il y avait près de 200 000 femmes demandeuses d'emploi non satisfaites, soit plus de la moitié des demandes totales.

On dit toujours : en temps de crise, les femmes et les immigrés sont les premiers touchés. Car dans les entreprises, la « restructuration » se fait souvent en supprimant d'abord les emplois d'O.S. qui sont remplacés par les machines. Or, il se trouve que ce sont les femmes sous-formées qui occupent dans l'entreprise des postes d'ouvrières et aussi des postes dans le secteur tertiaire. Ainsi les travailleuses représentent les deux tiers des smicards.

Les luttes ne sont pas la seule affaire des hommes, y compris en matière d'emploi : les femmes de Lip par exemple ont pris une part active à la lutte et elles racontent : « Nous les femmes, nous avons été transformées par le conflit, mieux regroupées. Nous nous laissons moins marcher sur les pieds. Avant le conflit, quant il y avait quelque chose qui n'allait pas, certaines allaient rouspéter auprès du chef, mais individuellement. Et ça n'allait pas plus loin. Elles se faisaient montrer du doigt par les chefs elles étaient les râleuses. Maintenant, on en discute ensemble en groupe et on fait front ensemble. » Et leur exemple a été suivi :



du
Po
Les f

c'est possible...



! 1 300 000 chômeurs cher-
u coin du feu » leur déclare :
e n'y peux rien, regardez à
se ». Chirac se refuse à « re-
er le plan d'austérité.
isent donc la crise pour réor-
er de briser la classe ouvrière
es.

diviser les travailleurs en les
érente. Face à cette tactique
ses, les travailleurs prennent
t des actions en préservant
les solutions que les travail-
t par : la réduction du temps
ources ; la baisse des caden-
mps de transport inclus dans le

Malgré l'optimisme de fa-
cade engendré par une lé-
gère reprise des exporta-
tions en janvier, l'industrie au-
tomobile reste mal en point. Le
marasme de l'automobile incite
les patrons à limiter leurs stocks
au minimum, quand ils ne sont
pas contraints de les brader
comme Ford l'a fait jusqu'en fé-
vrier.

Partout l'ajustement de la
production à la demande est la
règle et détermine par consé-
quent une augmentation mas-
sive et généralisée du chômage
partiel. Il va de soi que l'espoir
d'une légère reprise saisonnière
au printemps peut inciter quel-
ques entreprises à fournir à leur

nitaires ». Ils savent faire le
vide. Si l'Europe a l'habitude de
lire son avenir dans l'évolution
américaine présente, on peut
méditer sur les chiffres améri-
cains et en apprécier toute la
brutalité :

● Chrysler au 6 janvier : 39 400
ouvriers licenciés définitive-
ment sur 117 000 ;

● General Motors : 91 000 au
total, du début 1974 à février ;

● Ford : en novembre 1974,
13 000 licenciés ; en janvier
1975, 27 000 licenciements défi-
nitifs et 48 000 temporaires...

Oui la bataille sera dure. Si
l'on veut éviter la démoralisation

et, à terme, la désagrégation de
la classe ouvrière elle-même,
cette lutte ne peut être menée
que de façon extrêmement
énergique pour :

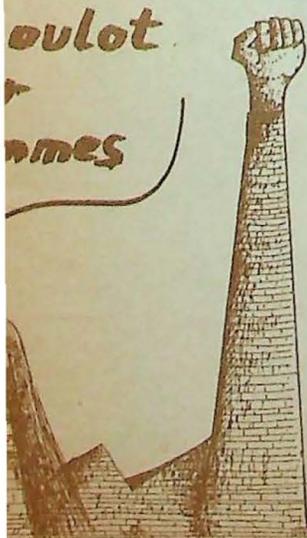
- l'arrêt des licenciements ;
- la péréquation, ou réparti-
tion, ou échelle mobile des heu-
res de travail avec maintien in-
tégral des ressources ;
- le contrôle de l'embauche,
des mutations et de la formation
par les syndicats et comités
d'entreprises ;

● à Cerisay, les employées
avaient imposé en 1973 la réem-
bauche de leur déléguée syndi-
cale, malgré toutes les pressions.
Elles s'étaient organisées pour
faire des chemisiers à l'extérieur
de l'entreprise. Cousteau, « mé-
content » s'était amusé à licencier
les grévistes, en fin de compte
Cousteau a été condamné et les
employées réembauchées.

● à la Roche-sur-Yon, les tra-
vailleuses de Big Chief, après une
première lutte de six semaines,
ont vu le 10 février leur entreprise
reprise par Bidermann (grand de la
confection masculine qui s'enga-
geait à respecter les contrats et les
avantages acquis). Elles réoccu-
pent leur usine depuis le 28 fé-
vrier, car ce nouveau patron a déjà
« oublié » ses engagements.

● à Saint Jean du Var, les travail-
leuses de BUDA, entreprise de
prêt à porter, ont également refusé
l'absolu patronal et se battent de-
puis plus de six mois. (commandes
de Jeans à 50 F possible au Co-
mité de grève de Buda, rue de Tu-
renne, Saint-Jean du Var - 83 Tou-
lon).

● à Villeneuve-sur-Lot, la
CLEM (confection lingerie élé-
gance masculine) : victimes de
deux escroqueries consécutives
(rémunération par chèque sans
provision, et disparition simulta-
née de la caisse et du patron) les
travailleuses occupent l'usine de-
puis décembre, travaillent pour
leur propre compte et sont soute-
nues par les paysans du coin qui
leur apportent leurs produits au
prix coûtant.



automobile : le grand dérapage



réseau un volant de véhicules
pour répondre immédiatement
aux demandes des clients. Il ne
faut rien perdre d'un marché,
même malade...

Mais la réalité est que partout
l'embauche est bloquée et que
les effectifs fondent. Depuis jan-
vier 1974, Citroën a diminué ses
effectifs de 9 000 personnes,
Chrysler de 3 500, Peugeot de
1 600, Renault de plus de 800
alors même que sa production
1974 est — malgré tout, et en dé-
pit d'un dernier semestre diffi-
cile — en hausse par rapport à
1973.

Si la situation peut être relati-
vement bien cernée chez les
quatre grands de l'automobile, il
n'en est pas de même chez la
masse des sous-traitants. Il faut
ajouter aux 430 000 personnes
vivant directement de l'automobile
les industries très nombreuses
qui en dépendent en grande
partie. Elles sont évaluées à
440 000 personnes (fonderie, es-
tampage, forge, découpage,
emboutissage, décolletage, éti-
rage de l'acier, laminage à froid,
caoutchouc, peintures, matières
plastiques, verre, etc...).

Dans tous ces secteurs, le mot
d'ordre est à l'économie et les
compressions de personnel
vont bon train. De nouvelles
concentrations dans l'équipe-
ment automobile et même chez
les grands sont à prévoir, ce qui
ne pourra qu'aboutir à de nou-
velles contractions d'emploi.

Un orfèvre en la matière,
Henry Ford, constate qu'il faut...
« rationaliser notre organisation,
tout simplifier » Comme il le dit
lui-même, cette philosophie qui
n'était qu'un « souhait » est de-
venue « une nécessité ».

Il va de soi que les géants
américains ne s'embarrassent
de considérations très « huma-

— la préparation de conféren-
ces nationales et européennes
de tous les syndicats de toutes
les usines automobiles ;

— la nationalisation de toute
l'industrie automobile du poids
lourd et accessoires (méditons
l'atomisation de Titan-Coder...) et
du matériel agricole, nationali-
sation indissociable de la lutte
pour un gouvernement des tra-
vailleuses.

H.D. ■

L'ORGANISATION DES SANS-TRAVAIL :

DES « COMITES DE CHOMEURS » ?

Quelles formes de lutte et d'organisation adopter pour les sans-
travail qui sont plus d'un million aujourd'hui et peuvent être
deux dans le courant de l'année, si la situation continue à se
dégrader ? Dans les années trente, une crise importante touchait l'en-
semble des pays industriels et les chômeurs se sont organisés. Ils
participaient massivement à des marches de la faim, obtenaient des
salles de réunions dans les mairies, et réclamaient les 40 heures, mot
d'ordre repris ensuite par l'ensemble des organisations syndicales ;
c'est ainsi que s'est créé le lien indispensable entre ceux qui étaient
dans la production et les sans-travail.

Aujourd'hui, pas plus que par le passé, ce problème ne peut être
négligé : on ne peut attendre indéfiniment des jours meilleurs et une
victoire du programme commun. La constitution de comités de chô-
meurs unitaires doit être mise en œuvre dès maintenant. Ils auront
pour tâche de rechercher aux niveaux régional et national, au cours
d'assises ou de congrès de chômeurs, les axes de lutte nécessaire
pour élever le niveau de prise de conscience, et permettre une globali-
sation des batailles pour l'emploi entre les chômeurs et l'ensemble de
ceux qui sont menacés.

L'organisation des chômeurs doit être unitaire, les organisations
syndicales doivent la prendre en charge. Les sans-travail en effet, s'ils
ne sont pas organisés en comité de chômeurs, n'ont plus de lien avec
le monde du travail : ils peuvent être la proie de tentatives réactionnai-
res et racistes.

P. REGNIER ■

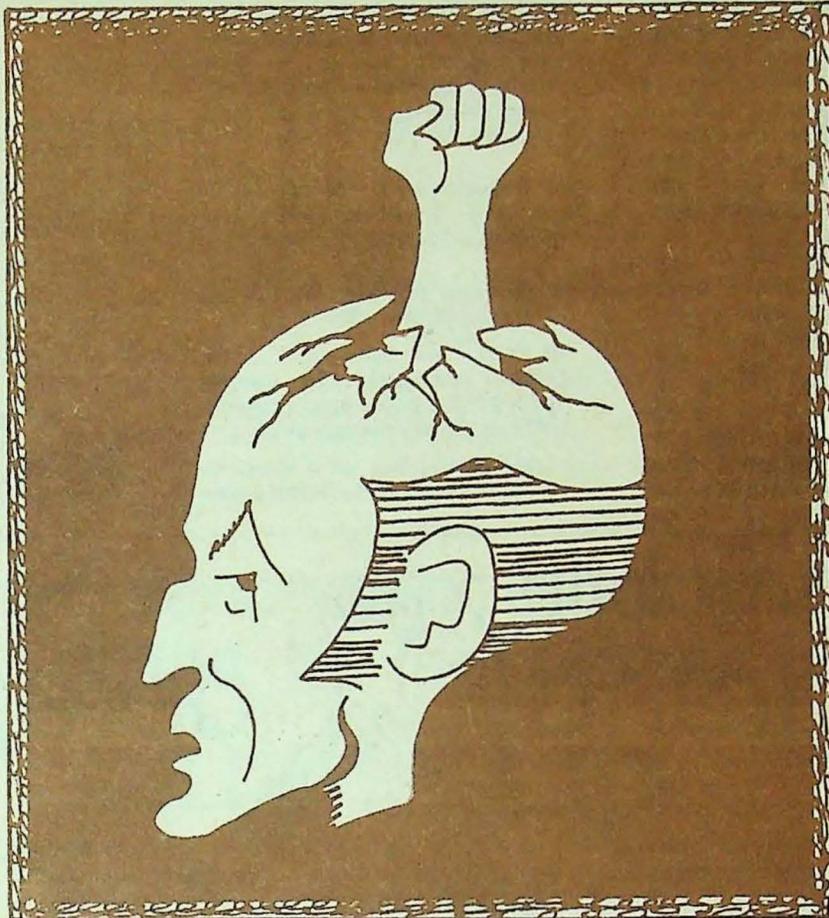
1 200 000 chômeurs complets, plus de 500 000 chômeurs partiels : ce sont des chiffres que le pouvoir ne parvient plus à dissimuler. Tout annonce qu'ils seront largement dépassés dans les mois qui viennent, si la politique actuelle du pouvoir et des grandes firmes patronales suit son cours. Très rapidement, la crise qui sévit durement dans le bâtiment, le textile et le cuir, l'automobile, l'aéronautique, le livre et la presse, gagne de nouveaux secteurs de l'industrie privée. Les services et la fonction publique n'y échappent pas. Elle s'y manifeste par le licenciement des auxiliaires et le blocage de l'embauche. Aux premiers touchés — immigrés, jeunes, femmes — s'ajoute un nombre de plus en plus considérable de travailleurs qui subissent d'une façon ou d'une autre, dans leur pouvoir d'achat et leurs conditions de travail, les effets d'une crise de l'emploi délibérément provoquée par le pouvoir.

les vœux de Ceyrac

Jacques Chirac vient encore de le confirmer : il entend poursuivre l'application du plan Fourcade, c'est-à-dire maintenir par la stagnation et même la récession imposée à l'économie, la pression sur les salaires et la consommation, favoriser par la concentration des entreprises et la restructuration de la production l'avènement du capitalisme « musclé », qu'appelle de ses vœux le Président du CNPF, M. Ceyrac. C'est une partie décisive qui se joue. L'enjeu politique est inséparable de l'enjeu économique. Si le plan d'austérité n'était pas brisé par une puissante offensive populaire, non seulement le patronat sortirait renforcé de la crise, mais le gouvernement en tirerait profit lorsqu'il jugera le moment venu de jeter un peu de lest. Nous sommes dans la phase où la réaction des travailleurs peut être déterminante pour infliger une défaite au patronat et au pouvoir.

Conscient de la nécessité et

contre le chômage et le plan d'austérité :



une semaine pour l'unité populaire

de l'urgence de cette offensive, le PSU avait appelé à une action unie et prolongée contre le Plan d'austérité l'ensemble des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière. Celles-ci semblent pour l'instant décidées à mener un jeu séparé. Le PCF mobilise de son côté et le rôle de l'union de la gauche se limite à

l'organisation de conférences de presse et de meetings réservés aux partenaires du programme commun.

Dans ces conditions, cette sorte de campagne électorale à vide servira surtout à la mise en valeur des actions menées par le PCF. Cette situation des partis de gauche retentit sur les centrales

syndicales. Alors qu'un accord général pour lutter contre la vie chère avait pu être conclu en 1973, pourquoi — dans une situation où se conjuguent les problèmes du pouvoir d'achat et ceux de l'emploi — a-t-on jugé inopportun d'unir les forces politiques et les forces syndicales dans une même action contre le pouvoir et le patronat, qui ont évidemment partie liée ? Une centrale mène sa propre campagne nationale de meetings. Une autre attend que surgisse l'étincelle de quelque « point chaud »...

Cependant les étincelles ne manquent pas. Des dizaines de luttes sont engagées pour l'emploi, les salaires, les conditions de travail ; et certaines se poursuivent depuis plusieurs mois. Ce qui fait défaut, c'est la popularisation de ces luttes, leur coordination et l'organisation d'une action d'envergure au plan national.

agir ou crier ?

C'est dans ce contexte que le PSU a décidé de lancer une semaine nationale d'action pour l'emploi, du 17 au 22 mars. Ses militants interviendront auprès de la population, auprès des travailleurs des entreprises et des services, comme auprès des chômeurs en appelant à la solidarité de tous, en dénonçant les responsabilités gouvernementales et patronales, en développant la revendication du contrôle ouvrier sur l'entreprise, et d'abord sur l'emploi.

Le PSU n'entend pas, comme d'autres, agir seul tout en criant « action commune ». Il cherchera à associer à ses initiatives les syndicats, les partis, les organisations qui voudraient s'y joindre. Aider à la construction de l'unité populaire, contribuer à créer les conditions d'une offensive victorieuse contre le plan d'austérité, tels sont les objectifs de la semaine nationale d'action.

Victor LEDUC ■

pour lutter il faut se regrouper...

— Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier ou de votre lieu de travail.

— Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.

— Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom

Adresse

Profession

pour lutter il faut lire ts...

Un nom :

une adresse :

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F)

T.S. 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65

